

La responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise

FOCUS

Les 13 parcs nationaux

Pages 6 & 7

Potentiel

"Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"

(John Fitzgerald Kennedy)

Agenda des affaires

N°0029 du jeudi 04 décembre 2014

5 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

500 F CFA

DOSSIERS ET REPERES

L'Afrique, pour une francophonie économique

Dans ce numéro :

ECONOMIE Page 2



La bancarisation des étudiants

Page 2 SOCIETE

Garages anarchiques de Libreville



ECONOMIE Page 2



Les parcs marins

POTENTIEL

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00
Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi
auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts
entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49



Page 5

La francophonie économique devrait favoriser un développement inclusif et partagé réduisant la pauvreté et les inégalités.

EDITORIAL

CULTURE D'ENTREPRISE ET CONSCIENCE PROFESSIONNELLE



La gestion d'entreprise n'est pas linéaire. Elle est si complexe que la connaissance d'un minimum d'indicateurs pour l'atteinte des objectifs de croissance devrait nous permettre de mieux en apprécier le pilotage. Et parmi ces indicateurs, il y a la culture d'entreprise, la culture professionnelle, la culture de l'évaluation et la conscience professionnelle qui toutes, mises ensemble, devraient conforter les fondements de l'entreprise. De ce fait, la culture d'entreprise, c'est la structure des valeurs de base qu'un groupe instaure et développe en apprenant à surmonter ses difficultés d'adaptation externe ou d'intégration interne, valeurs qui ont suffisamment bien fonctionné pour être

considérées comme opérationnelles et à ce titre, être enseignées aux nouveaux participants en tant que façon correcte de percevoir, de penser et de réagir face à des situations similaires". La culture d'entreprise permet de fédérer les membres et les travailleurs autour de ce que nous appelons des valeurs partagées ou un "projet commun". C'est un outil de management, une dynamique qui nous porte et constitue une partie de notre identité. C'est l'esprit maison. La culture professionnelle quant à elle est l'expression de la formation. Il s'agit là, de la survivance des métiers sous la forme de corps professionnels, c'est-à-dire la formation pour donner à chaque membre de l'équipe, une culture professionnelle spécifique. D'où la création de services de formation interne, pour gérer les conflits entre les corps professionnels que nous employons. En se servant de formation, les managers donnent aussi l'occasion de minorer la culture

professionnelle des agents pour les rendre plus plastiques, interchangeables, afin de mieux répondre aux besoins de l'entreprise par l'acquisition de compétences transversales et la polyvalence des métiers. On pourrait percevoir un conflit (qui n'en n'est pas un) entre culture d'entreprise et culture professionnelle qui dépend de la place que la formation occupe par rapport à l'entreprise. En fait, la formation n'étant là que pour répondre aux besoins de l'entreprise, la culture d'entreprise induira nécessairement la culture professionnelle.

Par ailleurs, Culture d'entreprise et Culture professionnelle sont nécessairement auréolées du réflexe de contrôler nos actions d'entreprise. Ce qui n'est pas toujours le cas, car il a toujours été reproché à de nombreuses entreprises le manque de "réflexe évaluatif", de monter des projets sans savoir comment les évaluer ou de trouver tous les moyens

possibles pour faire qu'il n'y ait pas d'évaluation de fonctionnement. Dans ces cas là, on dit que ces entreprises n'ont pas de "Culture de l'évaluation". Ici, "Culture d'évaluation" veut dire "Culture du contrôle". Et les entreprises devraient tout naturellement installer un dispositif de contrôle de l'efficacité et du rendement de leur fonctionnement pour soutenir la bonne gouvernance et un système de management de la qualité pour une croissance et un développement durable.

Dans tous les cas, Culture d'entreprise, Culture professionnelle et culture de l'évaluation requièrent pour l'entreprise et ses membres, polyvalence, confiance en soi, compétence et efficacité, dynamisme et détermination, forme et santé, sens de l'analyse et du conseil, sens de l'écoute, sens de l'organisation et de l'ordre, sens de l'initiative et du bien-être, sens des priorités, capacité de

concentration, capacité à prendre des risques, respect de soi et des autres, respect de la hiérarchie, respect des engagements, volonté de réussir, pro-activité, bienséance, courtoisie, discrétion, esprit d'équipe, honnêteté, dévouement, ouverture d'esprit, hauteur d'esprit, flexibilité, sens des objectifs, sens de l'expression publique et déconcentration du pouvoir. Ces capacités professionnelles ou aptitudes à la direction des affaires permettent "in fine" d'asseoir la conscience professionnelle qui donne à l'entreprise son véritable bagoût si tant est que l'acquisition et le développement de toutes ces compétences nous permettent de remplir scrupuleusement - souci de probité, d'honnêteté, grand soin que l'on apporte à son travail - nos obligations, le manque de conscience professionnelle relevant d'un manque de conscience des enjeux et d'acceptation libre des engagements.

Constant Oyono Ebang Obame

ACTUALITE

ECONOMIE

La bancarisation des étudiants

Le paiement des bourses des étudiants gabonais désormais par voie bancaire. La convention de bancarisation des étudiants gabonais signée le 11 novembre dernier à Libreville par le Gouvernement gabonais, l'Agence Nationale des Bourses du Gabon (ANBG) et les banques, rentre en vigueur à partir du dix décembre prochain.

Initié en juillet dernier par le Gouvernement. Le vaste processus qu'est la bancarisation des Operations de règlement et de dépense de solde, de transferts de l'Etat au profil de tous ses bénéficiaires a débutait par l'ensemble des fonctionnaires et qui se poursuit avec les étudiants boursiers. Le ministère du budget et des comptes pu-



La bancarisation des étudiants va permettre à ces derniers de bénéficier des produits et des avantages des banques.

blics après avoir accompagné les négociations veille à son accomplissement pour mettre le processus en œuvre dès le dix décembre prochain. L'Etat gabonais étant impliqué dans la prise en compte du processus de bancarisation des étudiants afin de mettre en œuvre les modalités nécessaires et suffisantes pour permettre à chaque gabonais un mieux vivre.

UBA, LOXIA, POSTBANK, BICIG et ECOBANK vont être les premiers partenaires de l'Agence Nationale des Bourses du Gabon organe chargé de piloté cette opération à la fois économique et bancaire.

L'ANBG établi les états de bourses, ces états qui autrefois étaient transmis au trésor public dorénavant seront transmis directement aux banques dans lesquelles les étudiants auront ouvert des compte.

Les étudiants vont désormais s'identifié en tant qu'agent économique et en tant qu'acteur économique car ils contribueront au fonctionnement de l'économie gabonaise notamment entant que clients. Il s'agit des comptes sans charge témoignage de l'engagement

des banques à participer à cette réforme tout en jouant leur rôle de service de paiement.

Les avantages attendus de ce programme sont essentiellement de deux ordres d'abord la sécurisation des transactions, ainsi que l'accès au confort des produits et services bancaires pour ainsi moderniser le système de paiement de l'administration gabonaise. Puis le repositionnement des banques en tant qu'actrice du développement de notre économie, dans les secteurs restés en marge de l'activité financière au bénéfice de l'Etat.

Par conséquent, à partir du 10 décembre 2014, le paiement des allocations d'études des étudiants au Gabon s'effectuera désormais par virement bancaire. **Georgie M.**

Les divers

UN CAMION FAUCHE MORTELLEMENT UNE FEMME



Le mercredi 26 novembre dernier fut un jour d'horreur pour les habitants du cinquième à Libreville. Cécile OYANE, une gabonaise de 57 ans a été mortellement fauché par un camion transportant du sable. Selon les témoignages, l'incident se serait produit au moment où la victime tentait de traverser la voie. Surprise par le camion qui roulait à vive allure, la victime a été fauchée et trainée sur plusieurs mètres. Vu la violence du choc, la compatriote a rendu l'âme sur le champ. Le chauffeur du poids lourd a été placé en garde à vue où il attend d'être présenter devant le parquet de Libreville.

QUATRE ENFANTS PÉRISSENT DANS UN INCENDIE À MOUILA



Un incendie meurtrier s'est déclaré dans la nuit du mercredi 26 dernier à Mouila. Les quatre victimes sont des enfants âgés de un, trois, six et huit ans. Ils ont péri carbonisés dans une maison au quartier de Minembe. Selon les témoins oculaires, le drame aurait été causé par des bougies allumées pendant la coupure d'électricité. Les parents se trouvaient dans un cybercafé pour les préparatifs de leur mariage prévu le 3 décembre prochain. Les flammes ont surpris les enfants en l'absence d'un adulte. Rien n'a pu être récupéré. Tout a été réduit en cendre. Une enquête est ouverte par les services compétents pour apporter plus de lumière à ce drame. **Georgie M.**

Le saviez-vous?

- 2002 : C'est l'année de création des treize parcs nationaux par Omar Bongo ;
- 13 : C'est le nombre de parcs nationaux que compte le Gabon ;
- 11% : C'est le pourcentage de la superficie du Gabon occupée par les parcs nationaux ;
- 7560 km² : C'est la superficie du parc national de Minkébé qui est le plus grand des 13 parcs nationaux.

La rédaction

Les parcs marins

Le Gabon a, par le truchement de son chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba annoncé au cours du Congrès Mondial des Parcs qui s'est tenu en Australie la création d'un réseau de parcs marins couvrant 23% des eaux territoriales gabonaises.

Depuis près de deux décennies le Gabon s'est résolument engagé dans la protection de l'environnement. Cet engagement en faveur de la préservation de nos écosystèmes est perceptible depuis la participation de notre pays au sommet de la terre qui s'est tenu du 3 au 14 juin 1992 à Rio de Janeiro. Cette volonté affichée par notre pays de faire de la préservation de l'environnement son cheval de bataille a été matérialisé en 2002 par la création par le feu président Omar Bongo de 13 parcs nationaux qui constituent 11% de la superficie du terri-

toire gabonais.

Depuis lors, le Gabon s'est avec l'appui de ses partenaires doté d'un cadre juridique et des instruments qui lui permettent aujourd'hui de mieux cerner toutes les questions liées à la préservation de l'environnement. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le chef de l'Etat Ali Bongo a au cours du Congrès Mondial des Parcs qui s'est récemment tenu en Australie annoncé la création d'un réseau de parcs marins couvrant près de 23% des eaux territoriales gabonaise où aucune activité de pêche commerciale ne sera autorisée. Car les eaux gabonaise sont devenues depuis plusieurs années une sorte de zone de non droit où des pêcheurs véreux venus d'horizons divers s'adonnent à cœur joie et dans l'illégalité la plus totale à la pêche industrielle sans tenir compte des périodes



La création des parcs marins va permettre au Gabon de mieux gérer ses ressources alléutiques

de pêche définies par l'Etat gabonais via son ministère des eaux et forêts.

La création de ses parcs marins qui vient à point nommé va permettre au pays de mieux protéger ses espèces marines et surtout de mieux contrôler les différents cycles de reproduction des espèces qui vivent dans nos eaux car plusieurs de ses espèces sont menacées de dis-

parition notamment les baleines qui font l'objet d'une pêche illégale. Avec toutes ses actions en faveur de l'environnement et son cadre juridique qui est l'un des plus avancé en Afrique en la matière le Gabon s'est sans doute inscrit au panthéon des leaders mondiaux de la lutte contre la dégradation de la biodiversité.

Steve MOUNGUENGUI

Garages anarchiques de Libreville

SOCIETE

Les épaves de voitures abandonnées aux abords des routes et les garages à ciel ouvert gagnent du terrain dans la ville de Libreville, ternissant la beauté de cette ville déjà mal en point par l'insalubrité.



Les garages anarchiques ternissent l'image de Libreville

« Libreville, une ville un peu plus propre », est le slogan qui a accompagné l'entrée à la mairie de Libreville d'André Dieudonné Berre, au lendemain des municipales de 2002. Plusieurs années après, la situation n'a guère changé. En plus des ordures ménagères qui s'amoncellent ça et là, la ville fait aujourd'hui face à une poussée anarchique de PME de type garages, ateliers de réparation ou de construction mécanique. Des pollueurs de

l'environnement qui affirment souvent agir avec l'aval de la municipalité au grand dam des populations déjà déprimées par les carences de la mairie et ses partenaires. Les garages à ciel ouvert et les épaves de voitures stationnées aux abords des routes de la ville de Libreville, notamment dans certains quartiers, exaspèrent les passants et

les autres usagers de la voie publique.

En faisant un tour de ville, le librevillois déplore l'occupation anarchique des abords de routes relevant du domaine public ou municipal par des garagistes peu soucieux de donner à leur commune un visage enviable. Il est vrai qu'ils payent leur taxe annuelle à la mairie,

mais les campagnes d'information auprès de ces opérateurs économiques devraient s'intensifier pour une pour permettre à ces derniers d'être éduqués sur les risques dont peuvent être victime les populations à cause de la pollution émanant de leurs activités. De plus, force est de constater que ces garages obstruent les routes municipales dans plusieurs quartiers de la capitale causant ainsi de nombreux embouteillages et parfois des accidents auxquels les propriétaires de ces PME à ciel ouvert ne daigne pas répondre. Cette situation grave qui n'a que trop duré doit amener la mairie de Libreville à prendre ses responsabilités pour bouter ce phénomène qui pollue et terni l'image de la capitale gabonaise.

Dimitri AMVENE

GESTION D'ENTREPRISE

La responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise

L'INSEE définit l'entreprise comme "toute unité légale, personne physique ou morale qui, jouissant d'une autonomie de décision, produit des biens et services marchands". Fort de cette définition, nous pouvons avancer que pour gérer une entreprise, il faut faire des choix pour répondre à la demande, se positionner et se développer, trouver et organiser les ressources et les moyens et contrôler les performances. Et le chef d'entreprise, dépositaire du pouvoir de gérer l'entreprise a la responsabilité d'agir en connaissance de cause. Ici, la responsabilité est donc le fait d'avoir un poste de responsabilité où l'on est amené à prendre des décisions importantes si tant est que le responsable est celui qui est tenu de répondre de ses actes ou, dans certains cas, de ceux d'autrui.

LA RESPONSABILITÉ DU DIRIGEANT D'ENTREPRISE ET DE LA PERSONNE MORALE

Comme nous l'avons déjà vu, l'activité de l'entreprise s'insère dans l'application de la règle de droit. Et bien entendu, le non-respect de la règle de droit peut entraîner la mise en œuvre du droit pénal. Et de nombreux délits pouvant être commis, qu'il s'agisse d'infractions à la législation du travail, au droit de l'environnement, au droit des sociétés, au droit comptable, il est possible aujourd'hui de dire que toute norme est assortie de sanction en cas de non-respect. Mais la question qui se pose est de savoir qui sera le principal responsable en cas d'infraction pénale ? Dans tous les cas, la réponse est claire : au premier chef, le dirigeant, le chef d'entreprise est pénalement responsable. Certes, la réforme du Code pénal français de 1992 a introduit le principe de la responsabilité pénale de la personne morale, mais cette responsabilité ne supprime pas celle des personnes physiques auteurs, co-auteurs ou complices des mêmes faits, comme il est précisé : "la responsabilité des personnes morales n'exclut pas celles des personnes physiques auteurs ou complices des mêmes faits". Nous tentons d'analyser ici, quelques éléments de cette responsabilité.

RESPONSABILITÉ PÉNALE ET DÉLIT D'ABUS DE BIENS SOCIAUX

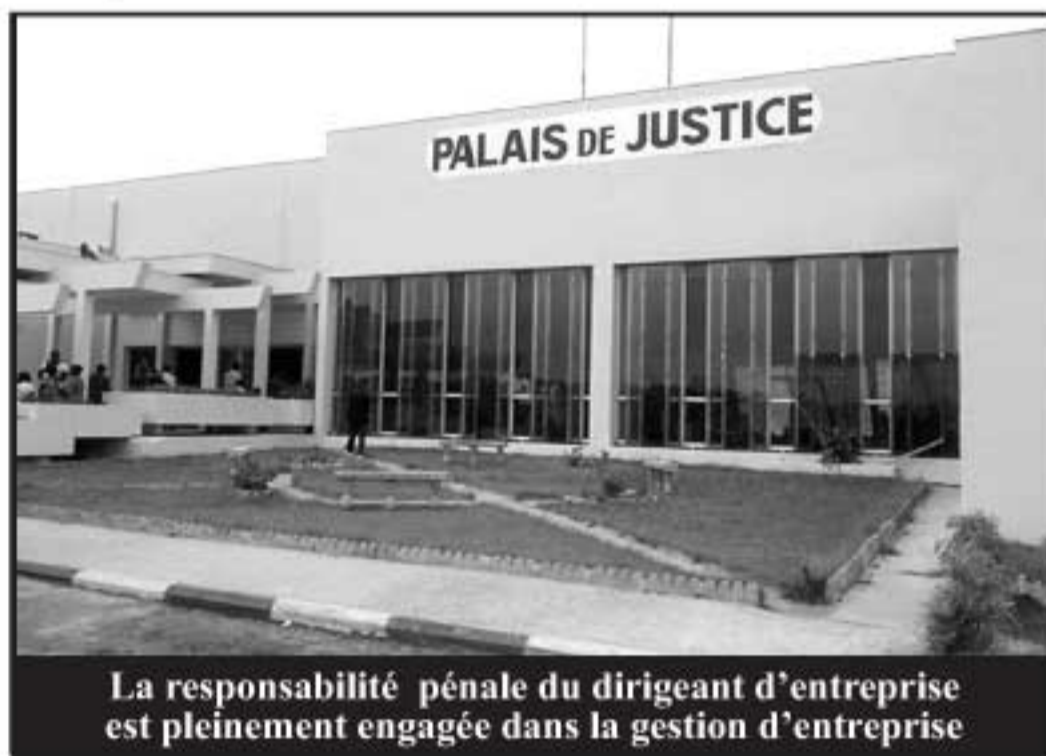
De nos jours, l'infraction la plus connue est sans conteste le délit d'abus de biens sociaux, infraction relative à la direction et à l'administration des sociétés anonymes ainsi qu'aux incriminations telles que la distribution de dividendes fictifs, les comptes annuels ne donnant pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice et les abus de pouvoirs.

Retenons que dans le cadre de ces dispositions, "le président, les administrateurs ou les directeurs généraux d'une société anonyme de faire, de mauvaise foi, des biens ou du crédit de la société, un usage qu'ils savent contraire à l'intérêt de celle-ci, à des fins personnelles ou pour favoriser une autre société ou entreprise dans laquelle ils sont intéressés directement ou indirectement." Toutefois, il est notoire que tout acte occulte était nécessairement commis dans l'in-

térêt du dirigeant et que tout acte illicite était nécessairement contraire à l'intérêt social. Ceci devrait amener le dirigeant à être extrêmement prudent en ce qui concerne l'usage de faux, entrave aux fonctions du commissaire aux comptes où le dirigeant sera personnellement responsable de la plupart d'entre eux.

LA RESPONSABILITÉ PÉNALE EN DROIT DU TRAVAIL

Selon François Lenglant, professeur au groupe HEC France, "la responsabilité du dirigeant d'entreprise en droit social



La responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise est pleinement engagée dans la gestion d'entreprise

et du travail peut être analysée sous deux angles principaux : la sécurité du travail, d'une part, et les rapports avec les institutions représentatives du personnel, d'autre part". Aussi faut-il noter que le droit pénal du travail connaît plus de 150 infractions qui prolifèrent chaque jour davantage.

● **De la sécurité au travail**

En ce qui concerne la sécurité du travail, le dirigeant d'entreprise doit non seulement mettre en place les instruments qui permettent de l'assurer, mais également s'assurer du respect strict des consignes données. La tolérance en la matière est constitutive de faute. Et l'exemple auquel on peut penser en ce cas de figure est le délit de mise en danger de la vie d'autrui prévu dans notre Code pénal et défini comme étant "le fait d'exposer directement autrui à un risque immédiat de mort ou de blessures de nature à entraîner une mutilation ou une infirmité permanente par la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou le règlement..." A noter que cette infraction peut être imputée aussi à la personne

morale. Dans tous les cas, le non-respect, habituel ou toléré, des règles de sécurité dans l'entreprise est constitutif du délit.

● **Des relations avec les institutions représentatives du personnel**

Pour ce qui concerne les relations avec les institutions représentatives du personnel, l'exemple le plus frappant est le délit d'entrave aux institutions représentatives du personnel. Ce délit est défini par le Code du travail comme étant "Toute entrave apportée, soit à la constitution d'un comité d'établissement ou d'un comité central d'entreprise, soit à la libre désignation de leurs membres, soit à leur fonctionnement régulier, notamment par la méconnaissance des dispositions légales, sera punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende ou de l'une de ces deux peines seulement." Des dispositions similaires existent en ce qui concerne les autres institutions, délégués du personnel ou délégués syndicaux. Le dirigeant d'entreprise devra, là encore, consacrer véritablement une partie de son énergie à respecter la loi pour éviter de se voir mis en cause.

LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS

Dans le cadre de l'organisation de l'entreprise, le dirigeant peut-il se prémunir en déléguant ses pouvoirs à d'autres personnes (directeur du personnel, directeur financier, directeur d'usine,...) ? Les conditions que doit remplir une délégation de pouvoirs pour transférer la responsabilité pénale au délégataire pour être plénières, doivent permettre que la responsabilité soit effectuée réellement en faveur du délégataire compétent, au sens technique du terme, ayant une réelle autorité sur le personnel sous ses ordres et ayant les moyens de sa délégation de pouvoirs. La délégation se prouve par tous les moyens. Ne nécessitant pas de preuves écrites, elle est une question de fait. Et si les éléments ne sont pas tous réunis, le chef d'entreprise ne pourra pas s'en prévaloir et conservera par devers lui, l'entière responsabilité pénale.

Dans notre parution prochaine, et toujours dans la série d'articles sur la gestion des risques d'entreprise, nous parlerons de "l'entreprise et la gestion de crise".

Constant Oyono Ebang Obame

Potentiel brèves

MARATHON DU GABON 2014



Après une première journée riche en émotions, le marathon du Gabon s'est achevé en apothéose le 30 novembre avec l'épreuve reine du 42 km qui a été remportée par l'Ethiopien Wosen Zeleke en 2 heures, 23 minutes et 4 secondes. Le trio de tête est complété par les Kenyans Kiptanui Maswai (2 heures, 23 minutes et 17 secondes) et Kimeli Dikson (2 heures, 23 minutes et 23 secondes). «Ce fut une course épuisante. Je savais qu'il fallait garder des forces jusqu'au bout mais rien ne fut facile», confie le vainqueur du marathon du Gabon 2014.

XVE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE



Au cours de la cérémonie d'ouverture de la rencontre des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage, le 29 novembre dernier à Dakar (Sénégal), le président de la République gabonaise a appelé ses homologues à la transformation de l'espace francophone. Pour Ali Bongo qui a rendu hommage à l'ancien secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Abdou Diouf, pour les avancées enregistrées sous son mandat, il demeure que des efforts doivent être faits pour donner à l'institution une nouvelle vision, élargie à d'autres domaines, notamment l'économie.

VIH SIDA : REcul DES NOUVELLES INFECTIONS



Globalement, l'état sanitaire du Gabon face à la pandémie du Sida s'améliore progressivement avec la diminution du nombre de nouvelles infections, qui a chuté de moitié depuis 2005, passant de 3 500 à 1 700 en 2013. Plus de 80% des nouvelles infections chez les adolescents surviennent chez les jeunes filles (15-19 ans), selon les données issues du dernier rapport de l'Onu sida, intitulé «Accélérer : mettre fin à l'épidémie du sida d'ici à 2030». Le nombre de décès liés au Sida, a également connu une baisse, passant de 2 600 à 2 100 personnes sur la même période.

Dimitri AMVENE



Lycée Privé de l'Excellence

Le Lycée Privé de l'Excellence :
un cadre agréable, un suivi au quotidien, un personnel performant, une pédagogie au service du développement.



Rentrée Scolaire

2014 - 2015



Au Lycée Privé de l'Excellence, nous sommes toujours plus proches de vous.

Résultats satisfaisants aux examens officiels

Pour tous renseignements, service de la scolarité
sis aux feux tricolores de la Peyrie

B.P : 26.764 - Tél. : (+241) 05 51 36 18 Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

Les inscriptions ont démarré.

Début des cours 1er octobre 2014

AFRICA BTP Engeneering

GENIE CIVIL & TRAVAUX PUBLICS TOUS CORPS D'ETAT



Résidence privée



Aménagement de chaussées



Grue



Bétonnière de chantier



CONSTRUCTION ET ENTRETIEN BATIMENT

- Maçonnerie;
- Electricité;
- Plomberie;
- Etanchéité;
- Carrelage;
- Menuiserie aluminium;
- Menuiserie bois;
- Peinture;
- Toiture et Couverture;
- Climatisation;
- Voiries;
- Réseaux divers.

CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

- Construction métallique;
- Hangars;
- Usines;
- Complexes industriels.

CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

- Ponts et Chaussées;
- Monuments...

CONSTRUCTION D'AERODROMES.

CONSTRUCTION, AMENAGEMENT,
RENOVATION ET ENTRETIEN DES ROUTES

*Le développement de l'Afrique
avec AFRICA BTP Engeneering.*

Rond point pavés de MINDOUBE 2

Tél.: 0341 9975 / 0441 8349 / 0454 3473 Libreville

Email: africabtpengeneering@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

Les 13 parcs

C'est lors du Sommet sur le Développement Durable tenu à Johannesburg en Afrique du sud le 4 septembre 2002 que le président Omar BONGO ONDIMBA annonce la création d'un réseau de 13 parcs nationaux. Cette initiative de protéger plus de 11.5% de la superficie totale du territoire (de plus, ces parcs comprennent 129.307 hectares de territoire marin) va amener le Gabon à jeter son dévolu sur le développement de l'écotourisme. En effet, l'écotourisme est cette forme de tourisme qui rassemble toutes les formes de tourisme axées sur la nature et dans lesquelles la principale motivation du touriste est d'observer et d'apprécier celles-ci ainsi que les cultures traditionnelles qui prévalent dans les zones naturelles. Les parcs nationaux en sont ici les lieux indiqués pour sa mise en œuvre. Au moment où les grandes étendues sauvages authentiques et cultures originales sont de plus en plus rares, le Gabon est un paradis remarquable.

Dans un premier temps, les parcs nationaux ont été confiés à un Conseil national des parcs nationaux (CNPN) créé en 2003 et qui avait pour objectif d'élaborer un cadre juridique et institutionnel devant régir les parcs nationaux au Gabon. Cette entité qui avait été chargée de superviser la création, l'implantation géographique, la gestion des parcs nationaux y compris les activités d'ordre touristique et scientifique pouvant se déployer en leur sein, sera remplacée en 2007 par l'Agence nationale des parcs nationaux (ANPN), établissement public à caractère scientifique et environnemental doté d'une personnalité morale et qui bénéficie de l'autonomie administrative et financière. L'ANPN est chargée de mettre en œuvre la politique du gouvernement en matière de parcs nationaux et veille à la protection et la sauvegarde des biodiversités qui s'y trouvent. Nous présentons d'ailleurs ici les différents parcs nationaux pour la gouverne de nos chers lecteurs.

LE PARC NATIONAL D'AKANDA

Il se trouve dans la province de l'Estuaire sur une superficie de 540 km² proche de Libreville. La biodiversité d'Akanda est très riche en mangroves et plantes uniques. Ce parc est caractérisé par les mangroves, vasières, eaux côtières, îlots de forêt dense et humide qui font de ce lieu un endroit paradisiaque. Mais, ces forêts sont actuellement sous une pression de développement considérable issue de l'expansion de la ville. Rappelons que la particularité de ce parc reste les grandes concentrations d'oiseaux migrateurs du Gabon et même d'autres contrées.

LE PARC NATIONAL DES MONTS DE CRISTAL

Les Monts de Cristal se trouvent dans la province de l'Estuaire sur 1200km². C'est la zone de forêt la plus riche en espèces de plantes en Afrique. On y trouve le Mont Mbilan (925m) et le Mont Seni (611m). Le Mont Seni connaît la pluviométrie la plus élevée du Gabon soit 350 cm/an. Les Monts de Cristal sont considérés par de nombreux botanistes comme ayant la plus grande diversité végétale de toute l'Afrique, particulièrement pour les arbres et les fleurs (orchidées, bégonias, impatiens...). Concernant la faune, on y trouve de grands mammifères charismatiques tels que les éléphants et mandrills.

LE PARC NATIONAL DE PONGARA

Situé à proximité de Libreville, Pongara est situé dans l'Estuaire et a vu le jour en 2002. Il a une longueur de plage de 26 km sur une superficie de 870 km². Sa particularité reste ses belles plages et sa mangrove. Ses forêts abritent une faune animale comme les petits singes, les buffles, les éléphants... et une avifaune importante. Le tourisme balnéaire et l'écotourisme doivent y être encouragés.

LE PARC NATIONAL DES PLATEAUX BATEKE

Les plateaux Batéké ont une superficie de 2050 km² et un point culminant de 860 m. Ce parc, situé dans la province du Haut-Ogooué est un immense océan d'herbe au cœur de la forêt équatoriale où on retrouve de nombreux vestiges archéologiques sur les sommets des collines. On y trouve aussi quelques animaux de savane comme les lions et les hyènes. Le développement d'un tourisme responsable et soucieux de l'avenir est propice dans ces plateaux.

LE PARC NATIONAL DE LA WAKA

Waka a la particularité de posséder une faille profonde de 100 km de long au cœur du pays. Il est situé dans la province de la Ngounié sur une étendue de 1070 km². Waka est l'abri des esprits, d'où le développement du tourisme culturel.

LE PARC NATIONAL DE MWAGNA

Mwagna est situé dans la province de l'Ogooué-Ivindo. C'est la deuxième plus grande forêt pluviale au monde avec le plus grand bai (clairière) du Gabon où gorilles et éléphants abondent. Mwagna, c'est 1160 km² de grande forêt tropicale où s'enchevêtrent des lianes de toutes sortes. Avec une telle richesse, c'est le lieu de développer des activités d'un tourisme d'aventure avec un fort accent écotouristique.

LE PARC NATIONAL DE MOUKALABA-DOUDOU

Moukalaba-doudou est réputé pour ses habitats variés, ses forêts hu-

mides de montagnes aux marécages de papyrus. Ce parc a une superficie de 4500 km² et est situé entre les provinces de la Nyanga et de l'Ogooué-Maritime où culmine le Mont Doudou à 840m. L'abondance des primates et des grands singes pourrait faire de cet endroit un site d'observation des gorilles. On peut également développer un écotourisme communautaire.

LE PARC NATIONAL DE MAYUMBA

Le Parc national de Mayumba est dédié à la protection de la vie marine. Il a une superficie marine de 800km² et une superficie terrestre de 60km² et se localise au sud de la province de la Nyanga. On peut y trouver de grands mammifères aquatiques comme les baleines, les dauphins, les orques et les mammifères terrestres comme les éléphants, les buffles, les hippopotames et surtout les tortues luths qui viennent déposer leurs œufs. Cette ponte des œufs de tortues luths fait de Mayumba le premier site de nidification au monde.

LE PARC NATIONAL DE LA LOPE

Avec une superficie de 4970km², le parc de la Lopé se trouve entre les provinces de l'Ogooué-Ivindo, de l'Ogooué-Lolo, du Moyen-Ogooué et de la Ngounié. Il a été créé en 2002 et possède en son sein le Mont Iboundji qui culmine à 972m. La Lopé est une mosaïque de forêt et de savane, une grande concentration des mandrills (1350 recensés en 1996). Les forêts de la Lopé sont entourées par des savanes anciennes âgées de plus de 40 000 ans et des traces de l'homme qui dateraient de plus 400 000 ans. Rappelons que la Lopé est classé site du patrimoine mondial par l'UNESCO. A la Lopé, on peut développer un tourisme scientifique et archéologique étant donné que c'est un site où on rencontre les pointes de flèches de l'Age de la pierre, des gravures rupestres de l'Age du fer et bien d'autres.

LE PARC NATIONAL DE LOANGO

Localisé dans la province de l'Ogooué-Maritime, le Parc national de Loango qui a été créé en 2002 a une longueur sur la cote d'ouest-africaine de 86km et lagunaire de 175km avec une superficie de 1550km². La rencontre de l'Océan atlantique et de la forêt tropicale équatoriale africaine fait de ce site un lieu paradisiaque où éléphants, hippopotames, crocodiles et autres buffles viennent se bronzer sur les plages de sable fin. C'est aussi le lieu de ponte des tortues à côté de Pongara. A Loango, on y voit des ballets en mer des baleines à bosse de juillet à septembre. Au niveau de sa flore, on découvre des savanes côtières pleines de vie où on peut observer de nombreuses espèces d'oiseaux rares et des animaux qui y vivent. L'écotourisme et le balnéaire sont les bienvenus dans ce parc.

LE PARC NATIONAL DE MINKEBE

Minkébé, localisé dans la province du Woleu-Niemi, a été créé en 2002. Il a une superficie de 7560 km² et sa particularité reste les dômes rocheux qui surplombent la forêt. Minkébé est une immense forêt vierge cachée en plein cœur de la forêt tropicale où culmine le Mont Kokaméguél avec 938m. C'est un site proposé au patrimoine mondial compte tenu de son caractère intact, inhabité. Il peut être considéré comme le poumon de la planète avec sa succession de forêts primaires, secondaires et marécageuses.

LE PARC NATIONAL DE BIROUGOU

Créé en 2002, le Parc National de Birougou s'étend sur une superficie de 690 km². Il est localisé dans la province de la Ngounié dans le sud du Massif du Chaillu où culmine le Mont Birougou (975m) d'où est tiré le nom du site. La particularité de ce parc réside dans ses paysages de montagne, refuge forestier d'une grande richesse biologique et culturelle étant situé au centre du Massif du Chaillu. Birougou est le lieu par excellence du développement de la recherche scientifique et de l'appui des populations locales dans la pratique des activités touristiques. Le tourisme ici pourra se faire à travers la découverte par les touristes du singe à queue de soleil, une espèce rare, des richesses culturelles et historiques.

LE PARC NATIONAL DE L'IVINDO

Le Parc national de l'Ivindo est situé à cheval entre les provinces de l'Ogooué-Ivindo et de l'Ogooué-Lolo. Quasi inhabité, la nature y demeure sauvage et intacte. Il est notamment traversé par le fleuve Ivindo et par la Djidji. Au milieu de la forêt, la clairière marécageuse (bai) de Langoué abrite la plus grande concentration d'éléphants et de gorilles du Gabon. La majeure partie du parc est composée de forêts très anciennes et non perturbées par l'homme. Il s'y trouve d'impressionnantes chutes d'eau, notamment le long de l'Ivindo et de la Djidji, qui sont jalonnées par une succession de rapides et de cascades. Les chutes de Kongou et de Mingouli font aussi partie des plus grandes et des plus belles chutes d'Afrique centrale. Le Parc de l'Ivindo abrite une biodiversité exceptionnellement riche. On y trouve de très nombreuses espèces d'insectes et plus de 350 espèces d'oiseaux. Des gorilles, des chimpanzés, des buffles et des antilopes sont présents dans le Parc, ainsi que l'une des dernières populations intactes d'éléphants de forêt. Le bongo et le céphalophe bleu y vivent également.

Eloi BOUSSOUGOU,
Expert-consultant en tourisme



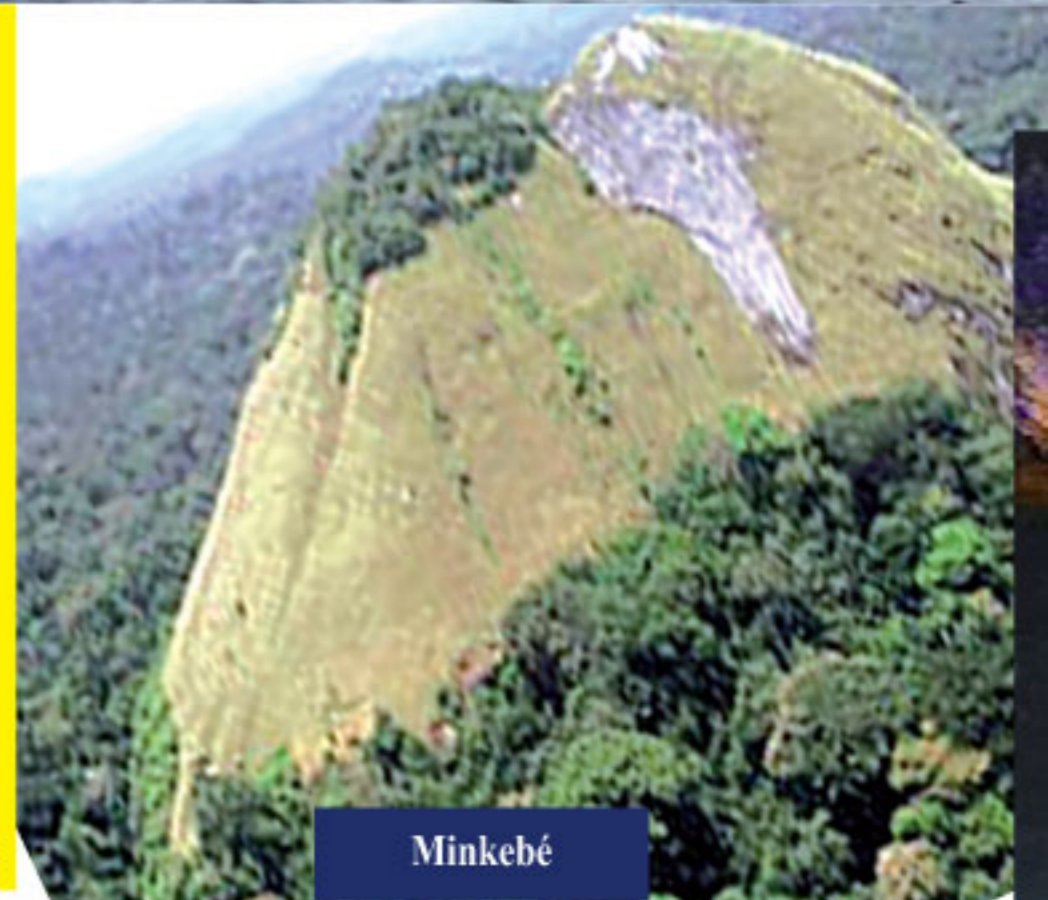
Akanda



Plateaux bateké



Mayumba



Minkebé

CUS

s nationaux



Les monts de cristal



Pongara



La waka



Mwagna



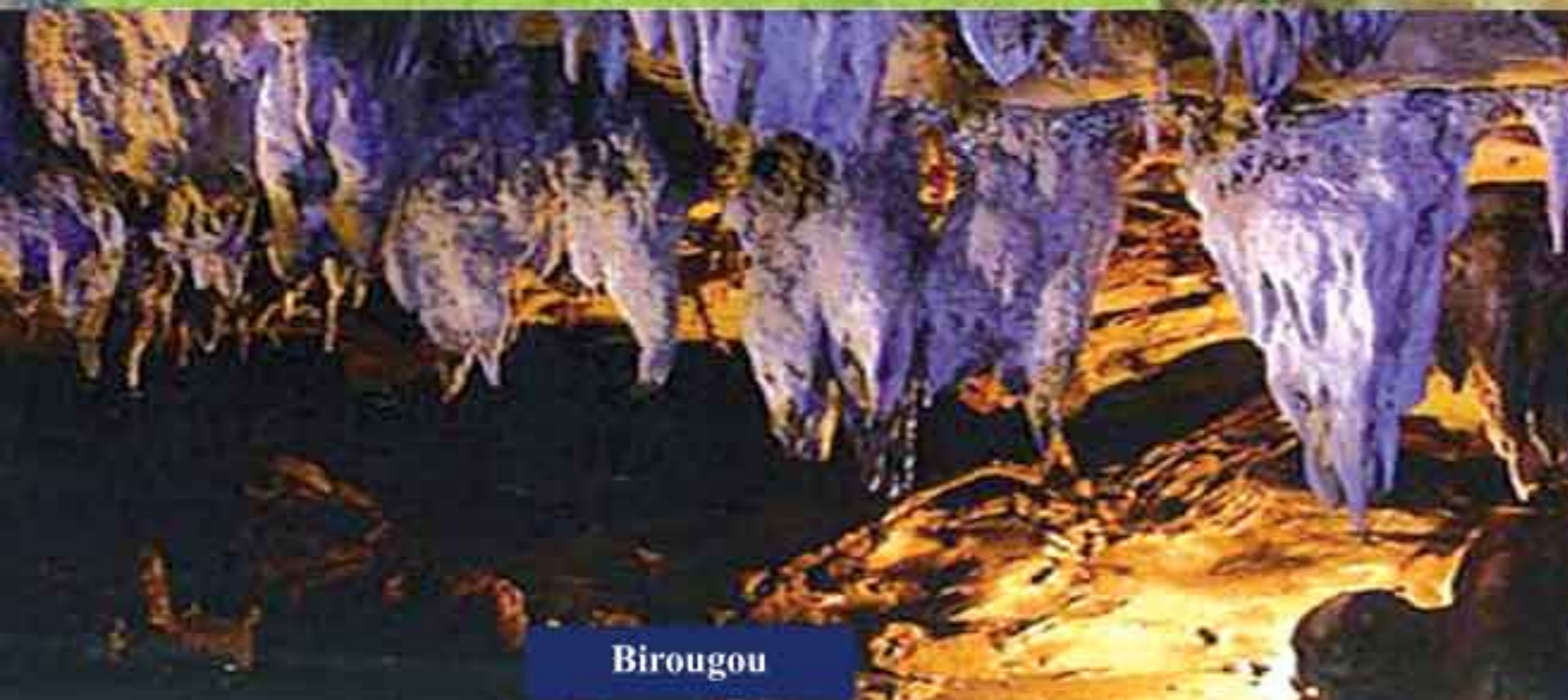
Moukalaba doudou



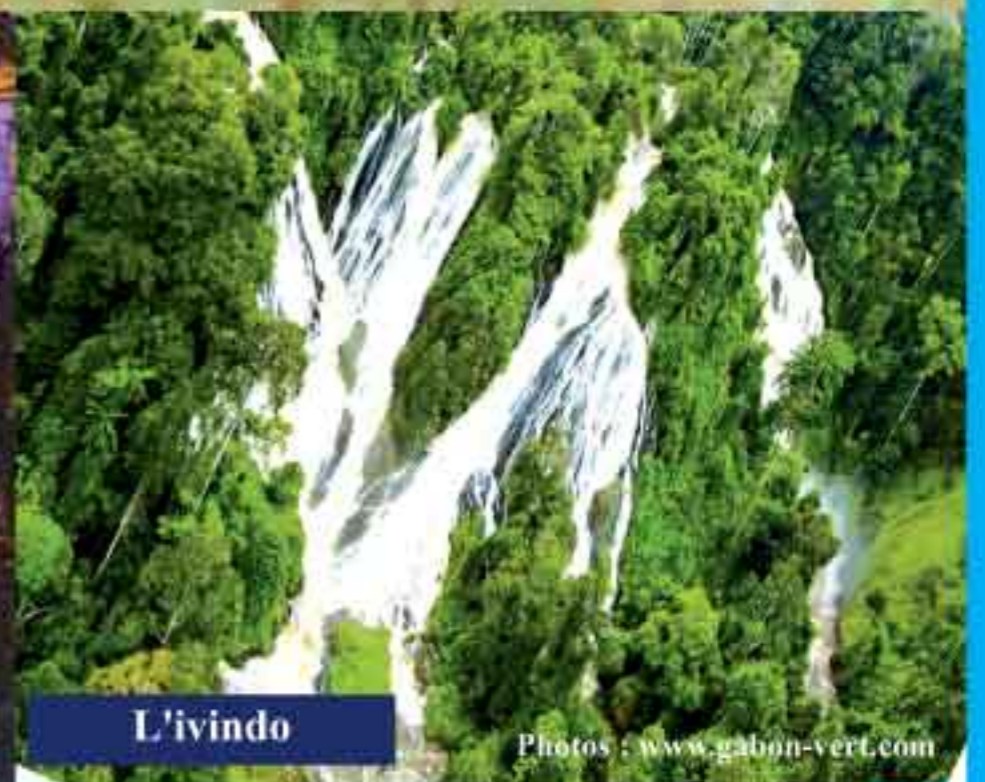
La lopé



Loango



Birougou



L'ivindo

Photos : www.gabon-vert.com

POTENTIEL ANNONCES

IMMOBILIER

VENTE

Loue beau local commercial à louer et à vendre son fond de commerce : a côté de Nkembo en bordure de route. Prix 1.900.000f. Tel : 07062375/04669583

Loue appartement (étage) 2 chambres, salon, cuisine, douche, wc interne. Terrasse, état neuf (1ere mains). Prix 170.000f avec charge. tel : 07062375/04669583

Loue appartement clôturée, 2 chambres, salon cuisine douche et WC interne, terrasse. Prix : 180.000f tel : 07062375/04669583

Loue Appartement haut standing, 2 chambres, grand salon, douche, WC interne. 1ere main dans clôture. Prix 275.000f sans charges. Tel : 06347284/03187739

Loue villa en dur, 4 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne à Agondjè. 400000fcfa sans charges à cherko. Tel 06347284

Loue villa en dur à Damas 4 chambres, grand salon, grande cuisine, terrasse dans clôture. 500000fcfa sans charges, tel 06347284

Loue Studio en dur haut standing, grand salon, grande chambre, douche et WC interne terrasse. Prix : 190.000f avec charge. Mois, caution et frais. Tel : 06347284/03187739

Loue appartement au beau séjour, 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC et terrasse. NB, envoi de finition. Prix : 250.000f. Tel 06286006

Loue Chambre en dur clôturée à atong Abé, en bordure de route à grande circulation avec douche et WC à côté. Prix 65.000f sans charge. tel : 07062375/04669583

Loue Une maison en dur, 3 chambres, salon, 2 douches et 2 WC au PK 10 sans charges. Mois-caution-frais. Tel : 06347284/03187739 prix 200.000f

Loue Appartement haut standing, 2 chambres, grand salon, douche, WC interne. 1ere main dans clôture. Prix 275.000f sans charges. Tel : 06347284/03187739

Loue Studio en dur haut standing, grand salon, grande chambre, douche et WC interne terrasse. Prix : 190.000f avec charge. Mois, caution et frais. Tel : 06347284/03187739

Loue Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne. Prix 200.000f avec eau. Mois, caution, et frais. Tel : 06347284/03187739.

Loue Local commercial en bordure de route à sibang 3. Prix 150.000f sans charges, mois, caution et frais. Tel : 06347284/03187739

Loue Appartement clôturée à montagne sainte, 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches et 3 WC, gardien jour/ nuit. Prix 600.000f tel : 06439103.

Loue villa à Agondjè 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC dans barrière. Prix : 400.000f. Tel : 06286006

Loue appartement au PK 8 aux 2 écoles dans barrière, 3 chambres, douche, 2 WC, terrasse, salon cuisine. Prix : 280.000f avec charge. Tel : 06286006

Vend appartement grand standing, compteur d'eau et électricité, grille de sécurité. Comprenant, un grand séjour, trois chambres équipées de placards, deux salle d'eau (WC), une salle de bain avec douche et WC, deux terrasses couvertes, au fin goudron. Agence prix : 300.000f, loyer, caution et frais Tel : 05137878

Vend Maison a Akebé Plaine en dur, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Prix : 9.000.000f. Tel 06439103

Vend Maison en dur derrière la pédiatrie d'owendo, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Prix : 800000f. Tel : 06439103

Vend Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 3000000fcfa. Tél: 06347284

Vend Villa clôturée sur 800m², 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC, à Sibang 3. Prix 350.000.000f à débattre. Tel : 06439103

Vend Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne, en bordure de la route secondaire à Sibang 3. 16000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend villa en dur, en bordure de la route a Owendo, 90000000fcfa. Tel 06347284

Vend une maison en dur à Bel air Charbonnage, 2 chambres, salon, cuisine, 15000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Maison en dur 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC à Nzeng Ayong. Prix : 30.000.000f. Tel : 06347284/ 03187739

Vend Un bâtiment en étage inachevée avec une superficie de 1700m² prix : 60.000.000f à débattre. Tel : 06347284/03187739

Vend Maison en dur, 3 chambres, salon cuisine douche et WC interne, grande terrasse. Prix : 15.000000fà débattre. Tel : 07062375/04669583

Vend villa clôturée sur 15000m², 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC habitable de suite. Prix : 45.000.000f. Tel : 06439103

Vend Un immeuble avec 6 appartements à l'intérieur chez les sœurs avec titre foncier. Prix 380.000.000f avec 4 studios dans clôture plus un local à côté. Tel : 06347284/03187739

TERRAIN

VENTE

Vend Terrain de 400m² à Nzeng Ayong. Prix 1.250.000f tel 07062375/04669583

Vend Terrain à Nzeng-ayong de 2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à débattre. Tel 06439103.

Vend Terrain de 400m² à Montalier Nzeng Ayong. 10000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain au PK 10comprenant une maison en planche, une maison en dur. Prix 8.000.000f à débattre. Tel : 03187739/06347284

Vend Terrain de 1500m² à Ntoun, 2000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain en bordure de la route à Owendo.. Tél: 06347284

Vend Terrain 1200m2 avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f. Tél: 07852262.

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f. Tél: 06347284

Vend Terrain de 100m² à bel air au Charbonnage, 7000000fcfa. Tél: 06347284

Vend Terrain à Nzeng-ayong de 2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à débattre. Tel 06439103.

AUTOMOBILE

VENTE

Vend 2 bus de 15 places de marque kia. Tél: 06253979.

Vend Touareg en bon état, 10000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Toyota Prado en bon état, 6000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 90 000 F 120 000 F 160 900 F 210 000 F 295 000 F 610 000 F 983 300 F

Numéros utiles & urgences

SERVICES PUBLICS

- o Renseignements téléphoniques nationaux12
- o Renseignements téléphoniques internationaux16
- o Préfecture de police.....01 72 00 43 / 17 20
- o Dérangements téléphoniques.....19
- o Police secours.....177
- o SAMU et ambulances.....13 00
- o Infos sida.....13 13
- o Sapeurs pompiers.....01 74 09 55 / 18
- o CHU.....01 74 40 80
- o Gendarmerie nationale.....01 73 11 58
- o Permanence gendarmerie.....01 73 20 36
- o Police judiciaire.....01 72 09 51
- o Brigade anticriminelle.....01 72 00 43
- o SEEG dépannages.....01 76 73 73
- o Cabinet Préfet de police.....01 72 09 00

HOPITAUX ET CLINIQUES

- o Centre hospitalier de Libreville.....01 74 40 80
- o Hôpital de Nkembo.....01 76 21 30
- o Fondation Jeanne EBORI.....01 73 27 71
- o Hôpital d'Instructions des armées01 79 00 00
- o Cabinet de Groupe.....01 74 32 32
- o Cabinet médical NOMBIE.....07 82 06 06
- o Clinique BIYOGHE.....01 74 29 62
- o Clinique des Cinq Palmiers.....01 74 31 40
- o Polyclinique CHAMBRIER.....01 76 14 68
- o Clinique Sainte Alice.....01 77 54 03
- o Clinique de la Paix.....01 72 14 69
- o Polyclinique EL RAPHA.....07 98 66 60
- o Union médicale.....01 73 70 85
- o S.O.S Médecin.....01 74 08 80
- o Hôpital Albert SCHWEITZER.....07 24 00 24

COMPAGNIES AERIENNES

- o Aéroport de Libreville (ADL).....01 73 62 44
- o Air France.....01 79 64 64
- o LUFTHANSA.....01 74 08 40
- o ROYAL AIR MAROC.....01 73 10 25
- o CAMAIR-CO.....05 73 76 20
- o Sénégal AIRLINES.....01 72 14 45
- o SOUTH AFRICAN AIRWAYS.....01 72 41 91
- o Air Nigéria.....01 17 60 37
- o AFRICA AIRWAYS BENIN.....01 72 29 71
- o SKY GABON S.A.....01 44 32 68
- o ETHIOPIAN AIRLINES.....05 93 16 60

COMPAGNIE FERROVIAIRE

- o SETRAG.....01 70 80 60

PHARMACIES DE GARDE

- o Pharmacie de garde du PK6.....06 75 61 12
- o Pharmacie du beau séjour.....01 76 55 93
- o Pharmacie du commissariat central.....01 74 64 22
- o Pharmacie de nzeng-ayong.....05 19 02 79
- o Pharmacie de la Poste.....01 72 83 30
- o Pharmacie les Forestiers.....01 72 23 52
- o Pharmacie Sainte Marie.....01 74 00 52
- o Pharmacie d'Oloumi.....01 72 15 86

TRANSPORTS TERRESTRES

- o SOGATRA.....01 76 20 09
- o Transport TANKES.....01 74 48 99
- o Bitam Express.....07 53 66 42
- o MAJOR Transport.....07 43 54 09
- o La MOLVILLOISE Transport Plus.....07 40 43 54

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

L'Afrique, pour une francophonie économique

POLITIQUE SOCIALE

(suite de la page 5)

difficulté que suppose une telle définition, entre des états évidemment hétérogènes. Mais cette recherche d'approches communes, sinon de propositions communes, est vitale. En interne il s'agit d'articuler l'institutionnel et l'économie réelle et d'amener l'un à renforcer l'autre. Il existe donc des atouts, des pistes et des perspectives.

Concernant les atouts, il y a la démographie (France - métropole et Outre-mer ; Afrique) :

- la cohérence : pas d'énorme pays émergent, peu de très petits états (Caraïbes/Pacifique), une sorte de « classe moyenne » de la communauté internationale, plus désireuse de s'assurer une existence sûre et modérément agréable que de jouer le rôle de leader ;

- la coopération décentralisée et la création de tissus variés, dans des domaines d'activités très divers, bénéficiant d'une reconnaissance et d'un soutien public ;

- la recherche et l'innovation : un système universitaire certes contesté, mais solide et diversifié, encore mal articulée avec les entreprises dans certains pays (France), plus ouvert et souple dans d'autres (Québec), mais en progrès régulier (pôles de compétitivité, pôles d'excellence).

Ces enjeux offrent certaines pistes : - les nouvelles dimensions multilatérales : les négociations sur les biens et services (le mode 4) ; ISO 26 000 et la responsabilité sociétale des entreprises (respect du contexte et prise en compte des parties prenantes - cf. l'expérience de TOTAL avec les populations autochtones ; RIO+20 et le pilier culturel du développement durable.

Ces pistes nous mènent vers des perspectives : nous disposons de plusieurs modèles qui ont fait la preuve de leur cohérence et de leur efficacité, même si certains n'ont pas tenu dans la durée, pour des raisons extérieures. Au niveau de la formation : le travail des CCI et des Chambres de métiers est remarquable et doit être conforté dans le cadre du compagnonnage artisanale et industriel ; une part importante des économies francophones est informelle, mais vivace et il faut insuffler un usage du français à ce niveau ; la place des cadres intermédiaire est également capitale, pour le développement d'un tissu de PME qui est le meilleur soutien à un échange économique francophone.

Au niveau des entreprises : le modèle IZF de mise en ligne des données, avec la création d'un espace voué aux relations entre entreprises et à la recherche de partenariat a marché, tant qu'il a été géré par l'initiateur ; il a manqué l'appropriation par les pays africains, mais le modèle a fait la preuve de son utilité durant la période où il a été vivant et alimenté régulièrement.

Au niveau institutionnel : le modèle IEPF - c'est un des grands succès francophones. Une équipe restreinte, des

sujets précis dans un domaine clairement délimité - l'environnement, une approche opérationnelle, pour aider les pays francophones à maîtriser l'information, à la faire partager et à négocier de façon cohérente et bien informée, qu'ils adoptent ou non les mêmes buts.

La mise en place d'un Institut de la Francophonie économique serait peut-être la réponse à donner pour articuler l'espace économique francophone et la Francophonie économique de façon efficiente. L'analyse et la décision reviennent aux états membres. La Francophonie économique ce n'est pas un club d'affaires, c'est un réseau d'hommes et d'entreprises qui partagent - une langue, des valeurs, un objectif : mettre l'économie au service de l'homme et non l'inverse.

Des le départ, ce n'est pas la dimension culturelle qui est au cœur de l'ambition de gens tels que Senghor et Bourguiba, Norodom Sihanouk ou Hamani Diori : c'est la dimension politique, car colonisés, ils revendiquent le français comme l'outil de leur autonomie, puis de leur indépendance - l'outil de la construction de leur état. Face à un pays qui est pris dans la contradiction entre ses idéaux - les Droits de l'Homme, la démocratie, la République universelle - et ses pratiques - la colonisation et les différents systèmes d'exploitation et d'oppression qu'elle charrie bon gré mal gré -, ils en appellent à la conscience des citoyens et à la fraternité de ceux qui partagent cette langue, donc les valeurs qu'elle estime consubstantielle à elle, pour leur donner la première liberté : celle de vivre mieux. Car qui dit politique, pour un colonisé devenu indépendant, dit développement et espoir de rattraper le niveau de richesse, d'équipement, de bien-être de l'ancienne métropole. Qui dit développement dit économie, production, commerce.

Officiellement, la francophonie économique se caractérise par un ensemble d'actions accompagnant les acteurs privés et publics dans leurs stratégies et politiques de développement économique et social, de réduction de la pauvreté et de création de croissance. A la lecture de cette définition consensuelle, nous ne pouvons nous empêcher de nous rappeler le mot de Philippe Séguin, contenu dans l'un de ses livres sur la francophonie (« Plus français que moi, tu meurs ! ») : « Au lieu de chercher à s'entendre sur des perspectives élargies, on s'est contenté, pour tourner la difficulté, d'accumuler les ambitions ».

Qui dit accumulation des ambitions dit presque obligatoirement multiplication des organes, comités, associations, cellules, fédérations et autres directions prétendument en charge de la francophonie économique. Une simple cartographie ci-dessous pour représenter cette profusion organisationnelle, au sein de la seule France :

Conséquence d'un tel amoncellement de structures ou symbole de problèmes

structurels et conceptuels plus profonds, la francophonie économique peine à se concrétiser. Nous établissons déjà ce constat il y a un peu moins d'un an.

FRANCOPHONIE ECONOMIQUE : MYTHE OU REALITE?

Depuis, le constat est toujours le même à un niveau organisationnel macro mais les applications en concreto de cette belle idée de francophonie économique deviennent plus fréquentes.

1. Une première étude académique, qui sera complétée par d'autres dans les prochains mois, a tenté de définir « le poids économique de la langue française dans le monde ». Au travers d'une définition de périmètre originale et d'une solide méthode, les deux auteurs montrent la réalité de l'idée de francophonie économique et l'intérêt qu'il y aurait à fournir des efforts en vue de son développement.

2. Des fonds d'investissement se développent et se pérennisent pour proposer des solutions face aux problèmes récurrents de financement qui touchent les TPE/PME. C'est le cas d'I&P, repris en 2011 par Jean-Michel Severino, ancien patron de l'AFD.

3. Des rencontres et des événements à visée économique prennent forme, notamment sur le continent africain. C'est toute l'ambition du CJD International.

4. Des outils (notamment de communication), francophones dans leur essence, commencent à apparaître. C'est le cas de LibertyTel, qui offre la solution la plus avantageuse pour les francophones de communiquer.

La francophonie économique, ce sont davantage ces entrepreneurs issus des cinq continents qui contribuent, par leurs inventions, leur projets et leurs énergies, à viabiliser cette notion. Autrement dit, la francophonie constitue un véritable levier de croissance.

De fait, si l'Organisation internationale de la francophonie est avant tout une institution politique entre 57 États membres et plus une vingtaine d'observateurs, sur cinq continents, le texte prévoit aussi de renforcer les actions en vue de favoriser l'essor des économies respectives. Bref, à côté de la nécessaire promotion culturelle et linguistique, la francophonie doit être un levier de croissance et de développement.

Tout l'enjeu consiste aujourd'hui à donner un contenu concret à cette déclaration d'intention. C'est le sens du rapport remis en août dernier par Jacques Attali au président de la République. Intitulé « Francophonie et francophilie : moteurs de croissance », ce document fait 53 propositions pour développer cette francophonie économique, « insuffisamment exploitée » selon son auteur. Il propose notamment de créer une « Union économique fran-

cophone aussi intégrée que l'Union européenne ».

Cependant les reticences ne manquent pas. Ainsi, pour l'historien Elikia M'Bokolo, directeur d'études à l'EHESS, l'expression ne serait que le dernier avatar du néocolonialisme économique. « Via le franc CFA, la France s'ingère déjà dans les finances publiques de pays réputés souverains et cette monnaie reste le principal obstacle à l'unification économique du continent africain. Alors que l'Afrique est en train de s'ouvrir à des partenariats diversifiés avec la Chine, le Brésil, la Turquie ou l'Inde, on peut redouter que la francophonie économique ne soit que le moyen pour la France de conserver l'Afrique comme sa chasse gardée », estime-t-il.

« Penser la question à partir de la relation France-Afrique est une vision datée et dépassée », conteste l'économiste franco-bénois Lionel Zinsou, président de PAI Partners. « Quand on pense francophonie économique, on parle aussi des relations entre pays africains ou de la présence de sociétés belges, suisses ou canadiennes. Si l'on regarde ce qui se passe dans les espaces lusophone ou arabophone par exemple, on réalise combien il est plus facile de faire des affaires quand on partage la même langue, mais aussi le même droit, les mêmes habitudes culturelles et de consommation », souligne-t-il. L'économiste Farid Toubal, professeur à l'ENS Cachan, se montre plus réservé : « Parler la même langue facilite d'évidence les échanges, mais peut aussi limiter ceux entretenus avec d'autres qui parlent une langue étrangère. La francophonie peut sans doute stimuler la relation économique, mais il n'est pas sûr qu'elle nous fasse gagner des points de croissance. ».

La francophonie, levier de croissance économique.

De fait, si l'Organisation internationale de la francophonie est avant tout une institution politique entre 57 États membres et plus une vingtaine d'observateurs, sur cinq continents, le texte prévoit aussi de renforcer les actions en vue de favoriser l'essor des économies respectives. Bref, à côté de la nécessaire promotion culturelle et linguistique, la francophonie doit être un levier de croissance et de développement.

Tout l'enjeu consiste aujourd'hui à donner un contenu concret à cette déclaration d'intention. C'est le sens du rapport remis en août dernier par Jacques Attali au président de la République. Intitulé « Francophonie et francophilie : moteurs de croissance », ce document fait 53 propositions pour développer cette francophonie économique, « insuffisamment exploitée » selon son auteur. Il propose notamment de créer une « Union économique francophone aussi intégrée que l'Union européenne ».

Toutefois le nouveau concept de fran-

cophonie économique ne semble pas faire l'unanimité. Ainsi, pour l'historien Elikia M'Bokolo, directeur d'études à l'EHESS, l'expression ne serait que le dernier avatar du néocolonialisme économique. « Via le franc CFA, la France s'ingère déjà dans les finances publiques de pays réputés souverains et cette monnaie reste le principal obstacle à l'unification économique du continent africain. Alors que l'Afrique est en train de s'ouvrir à des partenariats diversifiés avec la Chine, le Brésil, la Turquie ou l'Inde, on peut redouter que la francophonie économique ne soit que le moyen pour la France de conserver l'Afrique comme sa chasse gardée », estime-t-il.

« Penser la question à partir de la relation France-Afrique est une vision datée et dépassée », conteste l'économiste franco-bénois Lionel Zinsou, président de PAI Partners. « Quand on pense francophonie économique, on parle aussi des relations entre pays africains ou de la présence de sociétés belges, suisses ou canadiennes. Si l'on regarde ce qui se passe dans les espaces lusophone ou arabophone par exemple, on réalise combien il est plus facile de faire des affaires quand on partage la même langue, mais aussi le même droit, les mêmes habitudes culturelles et de consommation », souligne-t-il.

Coauteur de l'étude « Impact de la langue sur le commerce international », publiée en 2014, l'économiste Farid Toubal, professeur à l'ENS Cachan, se montre plus réservé : « Parler la même langue facilite d'évidence les échanges, mais peut aussi limiter ceux entretenus avec d'autres qui parlent une langue étrangère. La francophonie peut sans doute stimuler la relation économique, mais il n'est pas sûr qu'elle nous fasse gagner des points de croissance. ».

La Francophonie économique se renforce dans le dispositif opératoire de l'OIF. Cette orientation vise à rendre plus lisible, efficace et visible les actions d'accompagnement des acteurs publics et privés dans leurs stratégies et politiques de développement économique et social, de réduction de la pauvreté et de création de la croissance.

Dans cette perspective, la direction de la Francophonie économique met déjà en œuvre des programmes et projets dans la promotion du développement local, l'amélioration de l'environnement des affaires et la mise à niveau des capacités compétitives des entreprises. De même, dans le processus d'intégration des pays en développement au sein de l'économie mondiale, elle apporte son soutien au renforcement de leurs capacités en négociations commerciales pour une meilleure défense de leurs positions. Mais le déficit démocratique et la violation permanente des droits humains et des libertés fondamentales en Afrique francophone ne sont pas de nature à garantir le fonctionnement optimal de la francophonie économique.

Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME,
Maître Assistant des universités

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 ^{ères}		Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA			CAC 40	4436.08	03/12/14	→ Le fonds d'insertion et de réinsertion professionnelle a récemment signé trois conventions avec l'ONE. Cette convention vise à former 105 jeunes diplômés sur trois ans, à raison de 35 par an.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1309.20 \$/t	DOW JONES	16245.87	03/12/14	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	19.56/USD/once				→ La deuxième usine de transformation de bois de la société Tropical Timber Industry Board a été inaugurée le 22 novembre 2014 à Konoville à 35km d'Oyem.
1 GBP	824,298 FCFA	Café	2.04/USD/livre	Baril de pétrole	Prix	Date	
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2895 USD/t	BRENT	99.48	03/12/14	
100 ZAR	4479,82 FCFA						
1 CAD	444,001 FCFA						

Analyse de presse

QUE VALENT ENCORE LES MŒURS AU GABON ?

Dans son numéro du vendredi 28 novembre dernier, notre confrère du journal l'OBJECTIF a réalisé un reportage sur la débauche à Libreville. Notre confrère dénonce avec force la dépravation des mœurs à Libreville. Il revient notamment sur les lieux où se pratiquent le plus vieux métier du monde en montrant comment cette pratique porte gravement atteinte à nos mœurs et surtout le comportement honteux de certains agents de nos forces de défense et de sécurité qui souillent l'image des corporations auxquelles ils appartiennent. La recrudescence des « rues de joie » dans notre capitale nous amène à penser que le procureur de la république devrait multiplier des actions sur le terrain pour écraser ce fléau dans notre pays.

DES PIRATES INVESTISSENT LE LARGE DE MAYUMBA

La problématique de la piraterie maritime dans le golf de Guinée continue de faire parler d'elle. Selon le journal FAIT DIVERS, des clandestins auraient pris position autour d'un bateau de la firme pétrolière Vaalco dans la perspective de l'attaquer. Cet énième incident intervenu à Mayumba invite nos valeureux marins à plus d'ardeur.

NEUVIÈME ÉDITION DE LA COUPE DE LA CEMAC : LE GABON DÉFEND SON TITRE

Les panthères du Gabon défendent depuis quelques jours à Malabo leur titre de champion de la zone CEMAC. Les pouillains du coach Stephan Bounguendza souhaitent garder le titre obtenu l'an dernier à Franceville. Pour cela, ce dernier s'appuie sur un effectif composé des joueurs locaux revenant pour la plupart de Mangasport et du CF Mounana. Toutefois, il convient de dire que l'absence de compétition due au non démarrage du championnat national peut être un handicap sérieux pour les panthères qui pourraient en souffrir physiquement comme nous le rapporte l'UNION.

DES AILERONS DE REQUINS SAISIS À PORT-GENTIL

C'est ainsi qu'a titré notre confrère ECHOS DU NORD à la page 2 de son numéro du lundi 1^{er} décembre dernier. En effet, l'hebdomadaire nous rend compte d'une situation grave qu'est la vente illégale des ailerons de requins dans la capitale économique. Il est certes vrai que la vente des requins n'est pas un crime en république gabonaise mais les autorités compétentes devraient se déployer pour protéger ces espèces gravement menacées de disparition. Et

c'est certainement dans cette perspective que s'inscrit la décision du chef de l'Etat visant à créer des parcs marins.

BARRO CHAMBRIER AU CHEVET DES JEUNES ET DES FEMMES DU QUATRIÈME ARRONDISSEMENT

L'élu du 4^{ème} arrondissement de Libreville, l'honorable Barro chambrier a mis à la disposition des jeunes et des femmes de cette circonscription une somme de dix millions sous forme de prêt sans intérêt pour leur permettre d'augmenter leur fonds de commerce. Cet acte du député du quatrième arrondissement est louable dans la mesure où il va permettre au bénéficiaires de ce don de pérenniser leurs activités et de lutter contre le chômage comme nous le rapporte GABONECO.

LES PANTHÈRES FONT UN BOND DANS LE CLASSEMENT FIFA

Après une qualification pour leur sixième Coupe d'Afrique des Nations, les panthères du Gabon continuent leur ascension en gagnant trois places dans le classement Fifa. Pour ce qui est du classement africain, notre pays passe de la 17^e à la 20^e place comme nous le rapporte GABON REVIEW.

Steve MOUNGUENGUI

Potentiel agenda

2005 - 2015 JUBILE DES 10 ANS D'EXISTENCE DE L'IHEM

PROGRAMME ANNIVERSAIRE :

DU LUNDI 9 AU SAMEDI 14 FÉVRIER 2015

● **REMISE DE DONS DANS LES DIFFÉRENTS ORPHELINATS DE LIBREVILLE;**

● **GRANDE KERMESE FESTIVE, JEUX, KARAOKE, TOURNOI DE FOOTBALL DU LEADERSHIP ;**

● **CONFÉRENCES D É B A T S , CONSULTATIONS ET DÉPISTAGES GRATUITS DE L'HYPERTENSION ET DU DIABÈTE ;**

● **REMISE DE DIPLOMES AUX 1400 LAURÉATS DES PROMOTIONS 2005 À 2015 ;**

● **SOIRÉE SPÉCIALE IHEM AVEC CONCERT GÉANT.**

La rédaction

CEMAC CONSULTING

CABINET D'EXPERTISE EN MANAGEMENT DE LA COMMUNICATION

CABINET CONSEIL EN GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS



MARKETING - ADMINISTRATION & GESTION DU PERSONNEL

COMMUNICATION - COMPTABILITE - FINANCE

REPRESENTATION

FORMALITES ADMINISTRATIVES ET COMMERCIALES

FORMATION - BUREAUTIQUE - INFORMATIQUE

EDITION - PRESTATIONS DIVERSES

Situé derrière les eaux et forêts entrée face à Promo Gabon

B.P. : 26764 Libreville - Gabon Tél. : +241 04 54 34 73

Email : cemaconsulting@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

VIENT DE PARAÎTRE AUX EDITIONS DU CENAREST

ODYSSEES

Constant OYONO

"Intervention divine, intervention de la Suprême. Et Dieu nous parle, tantôt d'une façon, tantôt d'une autre." (NZAME A LERE)

Le titre du recueil « Odyssees » véhicule l'idée de mobilité, de déplacement mais aussi et surtout de conversion, c'est-à-dire une quête destinée à quitter un point initial (l'obscurité, le silence et la mort) pour une étape finale faite de lumière, de proximité parfaite et de communion intime avec Dieu dispensateur de dons et distributeur de talents.

Le poète gabonais Constant OYONO, à travers cette production de l'Esprit, désire rendre possible l'invention d'un avenir radieux dans une société africaine postcoloniale aux prises avec un passé humiliant (esclavage) et un présent aride (sous-développement). Pourquoi ? Parce que les hommes qui peuplent le Berceau de l'humanité ont oublié l'essentiel : ce que signifie être Homme. Le principal mérite du recueil est de réparer une des principales faillites des systèmes éducatifs africains trop tournés vers l'acquisition et la maîtrise de la science au détriment de la croissance de la conscience des apprenants, feignant d'oublier que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » !



Constant OYONO est de nationalité gabonaise. Titulaire du diplôme de Master of Business Administration (MBA) en gestion des entreprises et des administrations, il est aujourd'hui Fondateur et Administrateur Directeur Général d'un groupe de huit (8) sociétés dont l'Institut des hautes études de management - IHEM, Le Lycée privé de l'excellence - LPE, Le Complexe scolaire bilingue Bourgeois Dauphines - CSBD, le Cabinet d'expertise en management de la communication - CEMAC Consulting, le journal Potentiel et Africa BTP Engineering à Libreville.

Sa vision de l'éducation est de faire de l'homme africain, un être capable de se tenir spirituellement sur les fondements de la Vérité de l'Etre et de relever les défis de la mondialisation et de la globalisation des échanges, la culture spirituelle étant une clé pour le développement personnel et collectif.

Educateur et encadreur de jeunesse, Constant OYONO est enseignant des sciences de gestion et demeure depuis 1986, animateur de conférences, de séminaires et de forums sur des thèmes tout aussi variés que politiques, économiques, sociaux, culturels et sportifs.

Odyssees, ouvrage d'économie et de traitement spirituel, est son premier recueil de poèmes.

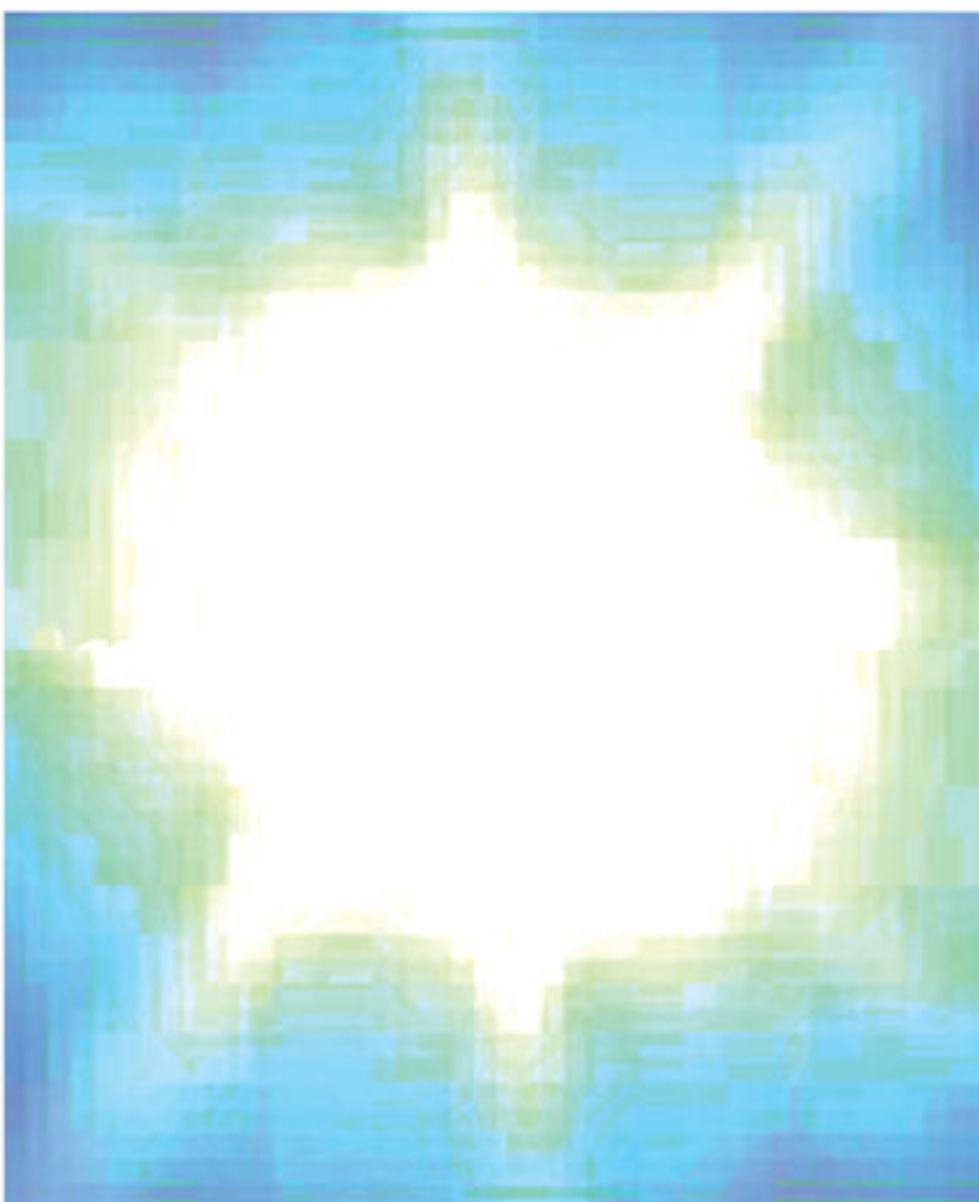


ISBN : 978-2-35665-052-8
EAN : 9782356650528
Prix : 12 000 F CFA

Constant OYONO

Poésie

ODYSSEES



A méditer



Les Editions du CENAREST

Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique



Pôle des sciences de la santé IHEM/SSA

2014 - 2015

PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT
EN SCIENCES DE LA SANTE :

DIPLOME D'ETAT DE SAGE FEMME (DESF)

DUT EN BIOLOGIE MEDICALE (DUT BM)

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SOINS INFIRMIERS

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES PARAMEDICALES

MASTER EN SCIENCES DE LA SANTE

Date de la rentrée académique : lundi 01 septembre 2014

Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie
BP: 26764 TEL: 07963292 / 06068834 / 04607936
LBV/GABON
Site web www.ihem/gb.org

A. PRESENTATION GENERALE

La nécessité d'introduire le programme de Sciences de la santé s'est faite sentir depuis la fermeture des frontières des pays européens aux ressortissants africains en général et gabonais en particulier, et ce depuis 2010.

C'est pour répondre désormais à la demande sans cesse croissante de cadres moyens et cadres supérieurs en personnel de santé et paramédical dont le Gabon aura toujours besoin, que le Fondateur de l'IHEM a décidé d'ajouter à son offre de formation, en mettant en place un programme spécial IHEM Sciences de la Santé en abrégé IHEM/SSA qui sera logé au campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie.

IHEM/SSA est un programme complet d'enseignements de 1^{er} et 2^{es} cycles supérieurs consacrés notamment aux problèmes de :

- Epidémiologie et statistiques
- Biologie médicale
- Génie sanitaire
- Laboratoire médical
- Puériculture
- O.R.L
- Ingénierie biomédicale
- Science dentaire
- Radiologie médicale
- Maintenance biomédicale
- Techniques pharmaceutiques
- Santé familiale
- Santé communautaire
- Planification de santé
- Services et soins infirmiers
- Santé de l'habitat et de l'environnement
- Santé reproductive
- Santé sexuelle
- Hygiène alimentaire et nutrition

Ce programme offre deux options :

- 1- Profil sciences infirmières et hospitalières
- 2- Profil Pédagogie des sciences de la Santé.

B. CONDITIONS D'ADMISSION

- Pour les élèves, être titulaire du Bac ou l'équivalent du Bac et adresser une lettre de motivation à l'Administrateur Directeur Général de l'IHEM.
- Pour les infirmiers, les praticiens paramédicaux en exercice, être titulaire d'un Bac en techniques infirmières d'école, d'hôpital ou l'équivalent et être aussi autorisé à exercer la profession et en fournir la preuve.

C. FRAIS DE SCOLARITE

Cycles	DESF DUT	LICENCE PRO	MASTER
Frais de scolarité	Jour ou soir	Cycle spécial	Cycle spécial/ cycle normal
Inscription	90.000	90.000	90.000
1 ^{ère} option	540.000	720.000	900.000
2 ^{ème} option	270.000x2	360.000x2	450.000x2
3 ^{ème} option	180.000x3	375.000x3	300.000x3
4 ^{ème} option	90.000x6	187.500x6	150.000x6
5 ^{ème} option	70.000x8	90.000x8	115.000x8

D. PARTENARIATS AVEC L'ETAT

Notre partenariat avec l'Etat gabonais nous permet de placer nos étudiants en stage dans les centres hospitaliers universitaires sans oublier nos centres hospitaliers provinciaux et les dispensaires de santé scolaire et universitaire sur toute l'étendue du territoire national.

E. PARTENARIAT AVEC LES PRIVÉS

Les stages constituent une partie importante de la formation. C'est pourquoi l'IHEM/SSA est soucieux de vous proposer des lieux de stages très diversifiés tels que des laboratoires privés, les cliniques et les cabinets privés de soins de santé avec lesquels nous signons des conventions de stage.